

### I n t e r n a t i o n a l

- Attendu que l'AGECVM a déjà pris plusieurs positions contre les guerres impérialistes et en particulier contre la guerre en Afghanistan mais que son opposition était liée à la conjoncture ;
- Attendu que l'AGECVM possède un mandat contre le recrutement militaire dans les établissements scolaires ;
- Attendu que le 13 mars dernier, les partis Libéral et Conservateur du Canada ont ignoré la volonté de la majorité des Canadiens et des Canadiennes et ont voté la prolongation de la participation du Canada à la guerre en Afghanistan jusqu'en juillet 2011 ;
  - Que l'AGECVM prenne une **position définitive contre les guerres impérialistes et contre toute guerre d'agression** ;
  - Que l'AGECVM **exige la fin de la guerre en Afghanistan et de la Guerre en Irak**. Qu'elle exige le rapatriement immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan et la fin du soutien canadien à la guerre en Irak. Qu'elle exige que le gouvernement canadien condamne fermement cette guerre illégale et inhumaine ;
  - Que l'AGECVM réaffirme ses **positions contre les guerres impérialistes et participe à la manifestation du 18 octobre 2008 organisé par le Collectif Échec à la guerre et par l'Alliance canadienne pour la paix** dans le cadre de la journée d'action pancanadienne pour exiger la fin de la guerre en Afghanistan et le rapatriement immédiat des troupes canadiennes ;
  - Que l'AGECVM **endosse la campagne « Opération Objection »**. C'est-à-dire la campagne pancanadienne d'opposition au recrutement militaire dans les établissements d'enseignement lancée au Québec à l'automne 2007 ;
  - Que l'AGECVM **endosse la campagne d'appui aux résistant-e-s à la guerre (*War resisters support campaign*)**, c'est-à-dire la coalition qui appuie les militaires américain-e-s qui cherchent un refuge au Canada parce qu'ils et elles refusent de se battre dans la guerre illégale en Irak ;
  - Que l'AGECVM **rejoigne la coalition Échec à la Guerre** et qu'elle participe à ses assemblées générales et que par conséquent, cette Assemblée générale endosse la plate-forme de la coalition ;
  - Que pour son adhésion à la coalition Échec à la Guerre, l'AGECVM **contribue de 500,00 (cinq cents) \$ et que la case budgétaire soit représentation**.

**N a t i o n a l**

- Attendu le féminisme est une valeur de l'AGECVM
    - Que l'AGECVM participe au Rassemblement pancanadien des jeunes féministes «**Toujours RebELLESles**», les **11, 12 et 13 octobre 2008** ;
    - Que **tous les textes officiels émis par l'AGECVM soient féminisés et que les membres de l'AGECVM soient sensibilisés sur le sujet.**

---

  - Que l'AGECVM participe à la campagne de l'ASSÉ «**Stoppons la privatisation des services sociaux** » et endosse les trois revendications suivantes :
    1. Contre les intérêts et la logique du privé en éducation et dans les autres institutions publiques ;
    2. Pour un refinancement massif et public des institutions d'éducation postsecondaires ;
    3. Pour la démocratisation des instances dans les institutions postsecondaires.
  - Que **dans cette campagne d'information soit intégrés nos revendications antérieures concernant le financement de l'éducation postsecondaire, les frais de scolarité ainsi que la gratuité scolaire puisque ceux-ci sont directement lié à la problématique de la privatisation du système d'éducation. Soit :**
    - a) Contre toute hausse des frais de scolarité et des frais afférents ;
    - b) Pour un réinvestissement majeur en éducation dans une perspective de gratuité scolaire, par une réduction graduelle des frais ;
    - c) Pour l'amélioration des ressources et services en éducation postsecondaire ;
    - d) Pour la promotion, l'accessibilité et la flexibilité d'un système de garde public dans les institutions d'éducation postsecondaires incluant des horaires de garderies adaptés aux horaires de cours dans le but d'assurer une conciliation étude-famille.
  - Que **soit aussi intégré nos actions contre la privatisation et notre réalité locale tels que le projet de Cafétéria Coop et la multiplication des Zooms média dans le cégep.**
  - Que l'AGECVM participe au **Camp de formation de l'ASSÉ les 26, 27 et 28 septembre.**
- 
- Attendu que le comité de mobilisation à fait signé plusieurs cartons de pétition du collectif pour un Québec sans pauvreté et que le comité les a conservés.
  - Que l'AGECVM **paie pour l'envoi à la poste de ces cartons du collectif pour un Québec sans pauvreté et continue à les faire signer et que le montant soit pris dans la case budgétaire mobilisation.**
- 
- que l'AGECVM soutienne le communiqué de l'ASSÉ du jeudi 11 septembre sur la **Gouvernance des universités :**

Gouvernance des universités : le règne du marché, la communauté ignorée

Montréal, 11 septembre 2008 - L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), appuyée par un grand nombre d'organismes représentant plusieurs milliers de personnes, manifeste sa vive opposition au projet de loi de la ministre Courchesne concernant la gouvernance des universités. Ce projet de loi exigerait, entre autres, que les deux tiers des membres des conseils d'administration des universités soient des personnes externes au milieu universitaire, ce qui aura des conséquences néfastes sur les bases mêmes de la démocratie universitaire. Nous revendiquons une démocratisation des instances décisionnelles et académiques au sein des établissements d'enseignement, et ce, dans une perspective de réappropriation des services publics.

Tout d'abord, ce projet du Parti Libéral vient cautionner l'influence de plus en plus marquée des intérêts marchands dans les institutions scolaires publiques, et ce, au détriment des intérêts de la communauté universitaire. Les membres externes, souvent issu-e-s du milieu des affaires et des finances, ne sont pas habilité-e-s à gérer un milieu universitaire qu'ils et elles ne connaissent pas et ne fréquentent pas. C'est plutôt à celles et ceux qui vivent l'université au jour le jour d'orienter ses destinées. Selon nous, seul-e-s les professeur-e-s, chargé-e-s de cours, étudiants et étudiantes et employé-e-s de soutien sont aptes à gérer les universités en fonction des besoins du milieu. C'est seulement ainsi que l'on pourra véritablement démocratiser la gestion de nos universités.

En effet, les entreprises privées présentes sur les CA des universités font avant tout la promotion de leurs propres intérêts financiers ainsi que l'arrimage de l'éducation au marché, et non celle de « principes de gouvernance reconnus » comme le prétend la ministre. Aucune limite ne semble se dresser contre sa volonté de commercialiser le savoir. Selon Marie-Ève Ruel, secrétaire aux communications de l'ASSÉ, « si le gouvernement veut vraiment contribuer au développement des universités, tout en impliquant les entreprises privées, ce doit être par une véritable imposition fiscale de ces entreprises, et non pas en leur permettant de s'ingérer dans les conseils d'administration ».

Très récemment, la présence d'acteurs et d'actrices socio-économiques sur les CA n'a pas eu que du bon. En effet, le manque de vigilance et l'inaction des membres socio-économiques sont en bonne partie responsables de la descente aux enfers de l'UQAM. En effet, à l'UQAM, tout le monde se rappelle que seule la communauté interne, soit les professeur-e-s, les employé-e-s de soutien et les étudiantes et étudiants, s'étaient prononcé-e-s contre le projet de l'Ilot Voyageur. En définitive, si Mme Courchesne veut une meilleure gestion des universités, elle devrait plutôt s'assurer qu'il y ait une bonne imputabilité du CA à la communauté. Cela implique, à l'inverse de la volonté actuelle, un nombre accru de représentants et représentantes internes. Ces personnes sont les seules directement concernées par la bonne santé financière et démocratique de leur institution.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 42 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

- 30 -

Les organisations suivantes soutiennent le présent communiqué :

- ▶ Association générale des étudiantes de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEFLESH) (1900 membres)
- ▶ Association facultaire de Langue et Communications de l'UQAM (AFELLC) (3720 membres)
- ▶ Association étudiante du Secteur des sciences de l'UQAM (AESS) (3200)
- ▶ Association facultaire des ÉtudiantEs en Arts de l'UQAM (AFEA) (4045 membres)
- ▶ Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED) (2260 membres)
- ▶ Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) (5300 membres)
- ▶ Syndicat des employé-e-s étudiant-e-s de l'UQAM, (SÉtuE)

**Renseignements :**

Marie-Ève Ruel, Secrétaire aux communications (514) 883-9221

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110

Site Internet : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

## L o c a l

- Attendu que la dernière proposition adoptée en Assemblée générale (du 17 octobre 2007) sur le projet de Cafétéria Coop était le suivant :
    - « *Que l'AGECVM participe à la mise en place d'une coopérative étudiante verte, biologique, sociale et avec des plats végétariens pour remplacer la cafétéria en place, qu'un comité ouvert à tous et toutes soit formé pour discuter des détails de cette coopérative, et que les employé-e-s de la cafétéria soient consulté(e)s sur le projet* »
  - Attendu que peu d'informations ont été communiquées aux membres de l'AGECVM concernant le projet de Cafétéria Coop et que ce projet est resté confiné entre les mains d'un groupe restreint ;
  - Attendu que les employé-e-s de la cafétéria sont toujours sans aucune information sur le projet qui déterminera leur prochaines années de travail et qu'il et elles n'ont jamais été consulté-e ;
  - Attendu que le syndicat (CSN) des employé-e-s de la cafétéria n'a jamais été invité à travailler sur le projet et que cela constitue un grave manque à nos principes syndicaux et de solidarité ;
  - Attendu que dans son brouillon, le projet de cafétéria ne garanti pas la convention collective des employé-e-s de la cafétéria et n'envisage aucune amélioration de leurs conditions de travail ;
  - Attendu que dans le brouillon du projet il est envisagé de ramener au salaire minimum et aux conditions minimales de travail (conditions prescrites par la loi) les nouveaux et nouvelles employé-e-s étudiant-e-s qui seront engagé-e-s et que cela constitue une discrimination envers les étudiant-e-s et les jeunes ;
  - Attendu que tous ces points ne visent pas à discréditer le travail important de ceux et celles qui ont travaillé sur le projet mais bien de comprendre les problèmes urgents à régler ;
  - Attendu que la fin du contrat de sous-traitance avec la *Liberté* est dans seulement un an et qu'il est donc urgent de faire une proposition complète à l'administration ;
    - Que l'AGECVM rouvre le comité de travail sur le projet de Cafétéria Coop et qu'il soit largement annoncer pour que tous les intéressé-e-s puissent y participer et que le projet devienne une priorité de travail ;
    - Que le Bureau exécutif ainsi que le comité de mobilisation prennent en charge de contacter le syndicat des employé-e-s de la cafétéria et les employé-e-s eux-mêmes pour qu'ils et elles participent au projet ;
  - Que soit aussi invité les autres acteurs du cégep qui se montrent intéressés soit, les intervenants de l'Exode, les autres syndicats à l'intérieur de notre établissement d'éducation tel que le syndicat des professeurs, les étudiant-e-s par l'entremise du comité de mobilisation etc. ;
  - Que dans tous les cas, l'AGECVM garantisse (dans sa sphère de pouvoir) que les conditions de travail actuelles des employé-e-s de la cafétéria ne soient pas détériorés par le futur projet de coopérative ;
  - Que l'AGECVM délègue deux personnes dont un membre du Bureau Exécutif pour suivre le dossier.
- ### ADOPTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 03 SEPTEMBRE 2008
- ### Élections au Bureau exécutif 08-09
- Que les postes actuellement vacants sur le Bureau exécutifs soient élus par intérim immédiatement :
    - Pédagogie : Maxime Cardinal-Lemieux
    - Affaires socio-culturelles : Patricia Lafond
    - Information : Dorothee Charest-Belzile,
    - Responsable à la mobilisation :
    - Responsable Général :
    - Secrétaire Général :
    - Externe :
  - Qu'il y ait déclenchement d'élections pour le Bureau Exécutif de l'AGECVM selon le calendrier électoral suivant :
    - Mise en candidature : 4 au 10 septembre
    - Campagne d'information : 11 au 19 septembre
    - Vote : 22 au 25 septembre
    - Débat : Mercredi le 17 septembre
  - Que Nastaran Daniali soit Directrice de scrutin et Marianne Breton Fontaine Secrétaire de scrutin